

C40 – Critique des programmes des candidats présidentiels

Bonjour à toutes et à tous,

J'ai déjà présenté dans la chronique n° 38, les thèmes à partir desquels les programmes des candidats allaient être décryptés et qui sont, je le rappelle : la démocratie, le capitalisme et la croissance.

Dans la chronique précédente, la n°39, M Jean Luc Mélenchon a bénéficié d'un traitement spécial et a reçu, en avant-première, la palme de l'imposture sur ces trois thèmes, loin devant tous les autres.

Nous allons maintenant voir ce qu'il en est des 11 autres candidats de leur positionnement sur chacun des trois thèmes la démocratie, le capitalisme et la croissance.

Pour chaque thème, les programmes seront étudiées dans l'ordre de leur placement sur l'hémicycle politicien en allant de la gauche vers la droite, à savoir :

La trilogie gauchiste : Nathalie Arthaud, le vide et rien d'autre, Philippe Poutou, le trotskisme révisé , Fabien Roussel, le communisme archaïque

Anne Hidalgo, la social oligocratie meilleure alliée du capitalisme

Yannick Jadot, Jean Lassalle : Le marais centriste, qui cherche sa place

Emmanuel Macron, Valérie Pécresse : Le bon sens près de chez vous, qui rassure

Marine Le Pen, Eric Zemmour : Les gens qui sont nés quelque part

Nicolas Dupont-Aignan : Le libertarianisme souverainiste

Commençons par le 1er thème : la démocratie et posons nous la question : quels sont ceux qui prônent la vraie démocratie, cad, comme nous l'avons déjà défini, au sens étymologique du terme : qui proposent de confier l'exercice du pouvoir législatif, (cad celui de faire les lois), directement et uniquement au peuple. La réponse est claire : aucun.

Donc, très concrètement, tous se satisfont du système oligocratique actuel, cad du système qui confie l'exercice du pouvoir de faire les lois directement et uniquement à une minorité très restreinte, (moins de 1.000 personnes). Sachant que 90% de ces lois sont édictées par une minorité encore plus restreinte (moins de 100 personnes) et même pas élues.

Dans ces conditions quel sens peuvent donc bien avoir toutes les mesures dites « démocratiques » de ces candidats. Apporter « plus » de démocratie ? C'est à dire faire évoluer l'oligocratie vers la démocratie ? Ce serait par là, reconnaître que le système actuel n'est pas démocratique et ce serait déjà un premier pas salutaire.

Alors, vu sous cet angle, reposons la question autrement : y-a-t-il un ou

plusieurs candidats parmi ces 11 qui affirment que la France n'est pas une démocratie ?

N. Arthaud ne prononce pas une seule fois le mot démocratie, ce qui veut dire, soit que, pour elle ce système n'existe pas, soit qu'elle considère que la France est une démocratie de façon naturelle et inée, validant ainsi de fait l'article 1 de la constitution qui dit que la France est une république démocratique, sans jamais définir le terme démocratie, ni l'argumenter.

Seul Poutou, lui, parle de l'avènement d'une démocratie réelle, laissant ainsi entendre que la France est une fausse démocratie, ce qui est exact et nous inciterait à la qualifier, malheureusement, il gâche tout par la suite, en assimilant une vraie démocratie à une oligocratie désignant ses représentants à la proportionnelle, ce qui prouve qu'il admet l'exercice du pouvoir législatif par une minorité et donc annule le bon point qu'il avait acquis précédemment. Nous ne le qualifierons pas cependant d'imposteur, jugeant qu'il fait cette confusion de bonne foi, et par simple insuffisance de connaissance de la question.

Pour Fabien Roussel, sa France démocratique intégrera un mini-RIC simplement consultatif, un RIC permettant « une consultation du peuple sur des questions relevant de l'organisation des pouvoirs publics, des changements constitutionnels, ou des traités internationaux »

Pour Anne Hidalgo, il s'agit de relever le « défi démocratique », ce défi c'est « rendre le pouvoir aux citoyens », curieuse formule lorsqu'on sait que les citoyens n'ont jamais eu le pouvoir dans notre pays et qu'on ne voit pas comment restituer quelque chose à quelqu'un qui, précisément, n'en a jamais été le propriétaire. Mais Anne Hidalgo, qui apparemment maîtrise mal la syntaxe, veut sans doute dire : « attribuer , pour la première fois dans l'histoire, le pouvoir aux citoyens », le problème c'est qu'elle ne précise pas, d'une part, de quel pouvoir il s'agit (pouvoir législatif, pouvoir exécutif, pouvoir judiciaire, pouvoir médiatique, ...?) et, d'autre part, elle ne précise pas si ce « défi démocratique » c'est d'attribuer le pouvoir ou du pouvoir,

Si nous nous en tenons à sa formule littérale, « le » pouvoir veut dire « tout » le pouvoir, c'est à dire la liste exhaustive de tout ce qui vient d'être énuméré. En réalité, il faut plutôt entendre attribuer « du » pouvoir , c'est dire un petit peu, un tout petit peu, voire pas grand chose, comme par exemple

un RIC ne permettant que de soumettre des propositions de lois qui seront ensuite votées par la représentation oligocratique de l'AN. A chacun son RIC, prétexte démocratique, tel ce RIC d'opérette labellisé Anne Hidalgo.

Jean Lassalle, qui s'autoproclame porte parole de la France authentique, tel le Jean de Florette de Pagnol venu cultiver l'authentique, y va lui aussi de

son RIC, mais, allez savoir pourquoi, uniquement constituant. Il faut décidément croire que tous ces candidats du système redoutent un RIC absolu, un RIC tout puissant qui pourrait tout faire et tout défaire, telle une vision d'horreur populiste, un véritable spectre démocratique, finalement.

Ce brave et sympathique Jean Lassalle essaie toutefois de se rattraper avec sa reconnaissance du vote blanc mais nous avons vu dans la chronique précédente (n° 39, la tentation Mélenchon) que cette mesure cachait en réalité un subterfuge pour minimiser le poids de l'abstention et forcer les citoyens récalcitrants à valider le système sous la menace d'une sanction. Je ne reviendrai pas sur les arguments développés dans cette chronique, et je vous laisse le soin de vous y reporter, sachant qu'ils seront abondamment repris dans le cadre de la stratégie de l'abstention que je compte développer dans les semaines à venir.

Mais poursuivons notre tour d'horizon démocratique pour arriver chez Yannick Jadot qui, lui, veut de la « démocratie partout » et qui plus est, de la « démocratie citoyenne », intéressante formule pléonastique définissant sans doute une démocratie qu'il faut voir avec des yeux et sans doute très distincte d'une démocratie non citoyenne, cad par exemple d'une démocratie représentative. Pour y parvenir, l'outil universel c'est bien entendu le RIC Jadot, dont nous devons à la vérité de reconnaître qu'il est l'un des meilleurs, mais que, comme tout les autres RIC, il n'affecte en reine la démocratie représentative, pas plus qu'il n'institue la démocratie citoyenne dont parle Y. Jadot

Pour Emmanuel Macron, il n'est pas nécessaire d'améliorer la démocratie, mais de la défendre contre le terrorisme, même chose pour Valérie Pécresse qui, en carence de points dans les sondages lorgne du côté des Gilets Jaunes en promettant un RIC dont elle ne nous dit rien.

Les deux faux amis (ou faux-ennemis) Marine Le Pen et Eric Zemmour ne sont guère plus disert sur ce thème de la démocratie, Marine ayant même fait un rétropédalage spectaculaire sur le RIC par rapport à ses propositions de 2017, probablement dû à une odeur du pouvoir plus proche en 2022, rendue incompatible avec une avancée trop visible vers la vraie démocratie.

Enfin, pour terminer, Nicolas Dupont Aignan stigmatise la « fausse démocratie », qu'il se propose de transformer en « vraie démocratie » à l'aide des 2 outils devenus maintenant banalisés : 1 RIC non détaillé + 1 reconnaissance du vote blanc.

Conclusion : aucun de ces candidat ne propose de confier au peuple l'exclusivité de la fabrication des lois. Tout au plus quelques uns de ces candidats, suggèrent qu'il puisse y participer de façon anecdotique par un dispositif limité. Nous avons par ailleurs toutes les raisons de douter de la sincérité de ces propositions et de penser qu'elles sont formulées dans un

objectif purement démagogique et électoraliste et sans aucune intention de les mettre en œuvre en cas d'accession au pouvoir. La meilleure preuve en est que ceux qui ont de réelles chances d'y accéder ne les proposent pas.

Voyons maintenant la position de ces 11 candidats par rapport au capitalisme. Nous distinguons 3 groupes :

ceux qui n'en parlent pas, donc qui valident de fait ce mode de faire valoir économique mis en place depuis 170 ans

ceux qui le critiquent et veulent le moduler pour des raisons diverses et variées. De ce point de vue les termes de propagande changent : adoucir les méfaits du capitalisme, taxer le capitalisme, mettre en place un capitalisme plus humain, encadrer le capitalisme, démondialiser le capitalisme, bref... la recherche de formules attractives bat son plein chez les représentants du système pour vendre leur propagande électorale.

Enfin il y a ceux qui veulent sortir du capitalisme, enfin qui « disent et écrivent » qu'il veulent sortir du capitalisme

La première catégorie, ceux qui valident le capitalisme en tant que mode de faire valoir économique évident, naturel en quelque sorte, et qui, en toute logique n'en parlent, est la plus nombreuse, et par surcroît la plus sincère, puisque, sur ce point tout au moins ils pensent réellement ce qu'ils disent, ou plus exactement ce qu'ils ne disent pas en l'occurrence. C'est le cas de Anne Hidalgo, Nicolas Dupont Aignan, Marine Le Pen, Eric Zemmour, Valérie Pécresse, Emmanuel Macron, Jean Lassalle, plus deux autres dont la sincérité est mâtinée de tartufferie politique : Fabien Roussel qui, malgré qu'il se prétende communiste et héritier de Karl Marx ne fustige pas le capitalisme mais répond quand même, à ceux qui lui demandent s'il veut la « sortie du capitalisme », répond qu'il veut surtout « sortir de la société du chômage ». On appréciera la pirouette, réalisé, il est vrai par le porte parole d'un parti expert dans cet art particulier.

La deuxième catégorie ne comprend qu'un seul élément c'est M. Yannick Jadot qui propose de conserver le capitalisme mais de le repeindre en vert. Cet ecolobusiness vertueux et exempt d'empreinte carbone marquerait également une évolution du capitalisme libéral vers un capitalisme d'état puisque les produits et services proposés seraient achetés, non plus avec les revenus des ménages, mais par le biais de subventions issues de l'impôt, via des organisme relais de type ADEME. En d'autres termes le capitaliste vert ne tirerait plus ses profits du marché libre, mais des finances publiques. Les citoyens apprécieront.

La troisième catégorie comprend les deux soi-disant trotskistes Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, à qui nous conseillons en passant de relire attentivement les carnets de Léon Bronstein, qui tous deux affichent leur anticapitalisme. Mais que veut dire être anticapitaliste ? Est-ce vouloir

remplacer le système de faire valoir économique dénommé capitalisme par un autre système, ou bien est-ce vouloir engager une épreuve de force avec ce système existant pour obtenir de lui une rançon financière ?

Nathalie Arthaud, sœur jumelle de Ph. Poutou, mais sœur fâchée, semble camper sur la deuxième ligne car rompre avec le capitalisme se limite à des harangues du genre :

- *Je ne me présente pas pour gérer le système, mais pour le renverser »*
- *Je suis communiste révolutionnaire*
- *l'avenir dépend de la prochaine révolution du monde du travail, de sa capacité à renverser le capitalisme, à exproprier la bourgeoisie et à prendre le pouvoir*

à l'exclusion de toute proposition concrète pour y parvenir.

Ses appels à la prise du pouvoir n'apparaissent que comme des rodomontades et postures destinées à galvaniser des troupes exclusivement concentrées sur des actions revendicatives catégorielles et se traduisent par des mots d'ordre plus crédibles, tels que :

- *Pour supprimer le chômage, il faut imposer des embauches et la répartition du travail entre tous, avec maintien du salaire !*
- *Aucun salaire, aucune pension de retraite, aucune allocation en-dessous de 2 000 € ! Il faut imposer leur indexation sur le coût de la vie !*
- *En mai 1968, la grève générale a forcé le patronat à augmenter les salaires de 30 %. Eh bien, voilà la méthode à employer : renouer avec les luttes, les grèves, et se faire craindre du patronat et du gouvernement !*

L'absence de définition concrète et précise, tant du capitalisme existant que du système destiné soi disant à le remplacer est typique d'une ligne beaucoup plus syndicale que politique, ce qui n'est pas une critique, mais qui remet les choses à leur place.

La réalité c'est que Lutte ouvrière est un syndicat, très actif et très puissant, relativement riche par ailleurs puisqu'il se situe au 7ème rang des partis disposant des ressources les plus élevées, tout juste derrière EELV, mais que ce n'est pas un parti politique en ce sens qu'il n'a pas de projet de société construit. Voici pour l'anticapitalisme de N. Arthaud

Pour Philippe Poutou, par contre, la rupture avec le capitalisme est annoncée par une rubrique intitulée « Rompre avec le capitalisme, il y a urgence ! Dans laquelle nous apprenons que le monde est en crises (au pluriel), que le capitalisme vole nos richesses et menace nos vies, que face à la colère populaire, Macron et ses amis répriment, que La gauche en-

dessous de tout.

Poutou nous dit qu'il faut retirer le pouvoir aux capitalistes, c'est dire nationaliser les banques, ainsi que les grandes entreprises de l'énergie, pharmaceutiques, du transport, de la communication et des secteurs clés de l'industrie. C'est à dire grosso modo les entreprises du Cac 40, c'est à dire le grand capitalisme, dit capitalisme de connivence, ou dit encore capitalisme d'Etat puisqu'il s'agit globalement des entreprises du RECME (Répertoire des entreprises contrôlées majoritairement par l'Etat, soit 89 stés contrôlées directement par l'Etat et 1625 contrôlées par le biais de filiales, et employant 800,000 salariés)

En l'occurrence ces nationalisations ne seront pas des vraies nationalisations puisque ces entreprises sont déjà contrôlées par l'Etat elles ne feront que changer de maître en changeant de gouvernement.

Nous avons conseillé à M. Poutou de relire Trotski, mais il devrait également se pencher sur les écrits de Lénine, Marx et Engels, il y découvrirait sans doute une autre définition du capitalisme, celui qui innerve l'économie en profondeur, basé sur une construction juridique complexe rendant possible un mode de faire valoir économique généralisé. Rompre avec le capitalisme, c'est abroger l'ensemble de ce dispositif juridique, ce n'est pas prendre la direction de quelques dizaines d'entreprises du RECME. C'est tout au plus jeter de la poudre aux yeux de militants naïfs abusés par un slogan ronflant « rompre avec le capitalisme », mais en réalité vide de sens

Voici donc pour ce qui est de sortir du capitalisme, vu par ces candidats

Voyons maintenant ce qu'il en est du troisième thème : la croissance

Cette rubrique, malheureusement, reste désespérément vide car aucun candidat ne juge bon d'alerter les citoyens sur la non durabilité de la croissance, à très court terme

Aucun candidat n'a le courage politique de faire prendre conscience aux citoyens que la société de la croissance va évoluer vers une société de plus en plus contrainte pour ce qui concerne le carburant de sa machine économique, cad les matières premières énergétiques et minérales.

Aucun candidat n'a la lucidité de dénoncer la croissance en disant que « *la croissance, ça ne marche pas* », que « *la croissance n'a pas d'avenir* » et que *la croissance mène à une impasse*, C'est ainsi que :

- la croissance a voulu domestiquer la physique, mais c'est un échec (impasse physique)
- la croissance a voulu faire du bénéfice, mais elle génère du déficit (impasse comptable)
- la croissance a voulu créer un instrument d'échange magique, mais

celui-ci est au bord de l'implosion (impasse financière)

- la croissance a voulu améliorer la santé de l'homme, mais en réalité elle l'a dégradée (impasse sanitaire)
- la croissance a voulu installer un système durable de production alimentaire pour nourrir 10 milliards d'individus, mais la faillite de ce système est toute proche (impasse alimentaire)
- la croissance a voulu développer l'esprit humain, mais, au contraire, elle a provoqué une régression de sa capacité de réflexion (impasse culturelle)
- La croissance a voulu mettre *fin à l'histoire*, mais au contraire elle a installé une situation prérévolutionnaire (impasse politique)

Et c'est bien pour toutes ces raisons, pour leur absence de vision démocratique, leur acceptation du capitalisme et leur croyance unanime en la durabilité de la croissance, que nous ne devons voter pour aucun de ces candidats les 10 et 24 avril prochain.

Je vous remercie et vous dis à bientôt